



Un autre regard critique... venant du Sud: Union Européenne, droit et devoir d'inventaire

Par [Luis Basurto](#)

Mondialisation.ca, 04 juillet 2016

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Elle se fissure l'UE actuelle, avant peut-être un long et profond processus de désagrégation. Cela devait arriver, seulement que nous ne savions point ni quand ni comment. Le Royaume-Uni vient de décider de quitter l'Union européenne après un referendum, qu'ainsi soit-t-il. La Grèce aurait pu le faire en 2015, car il y avait toutes les raisons d'un « Grexit », mais son gouvernement n'eut pas le courage ni voulut se doter des moyens pour le faire et laissa piétiner son référendum anti-austérité.

La CECA-EURATOM//CEE/Union Européenne fut et reste encore le volet civil et économique de l'OTAN. Elle était destinée au début à amarrer l'Allemagne à la France, au dessein fixé par les USA à l'Europe occidentale, avec le Plan Marshall d'abord. Ce fut inauguré avec l'éclosion de la guerre froide, cette ère de paix impossible, guerre improbable, lancée en mars 1947 par un célèbre discours de Harry Truman. Pour faire face aux Soviétiques il fallait donc à la base neutraliser définitivement l'Allemagne, initiatrice des deux guerres mondiales, par des moyens irréversibles. Cependant, même occupé par les vainqueurs du nazisme en 1945 -soviétiques, états-unis, britanniques et français- et divisé ensuite en deux États, la RFA et la RDA, le pays de Goethe et de Bismarck ne pouvait que se réindustrialiser et redevenir la première puissance industrielle de l'Europe occidentale, et aussi se réunifier in fine.

A sa double mission initiale se rajouta une autre, fondamentale. Depuis le milieu des années 1980 apparut clairement une nouvelle fonction pour la CEE (Communauté économique européenne), ne pas la moindre et bien plus vaste, celle de prescripteur et vecteur fondamental de la politique néolibérale dans le sous-continent. La philosophie et les objectifs de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), promotrice du libéralisme économique en Europe occidentale, étaient directement adoptés par Bruxelles. Bousculant la souveraineté des États et des peuples, corrodant ou détruisant peu à peu les garanties de protection sociale des travailleurs, leurs salaires et leur pouvoir d'achat, en démolissant petit à petit l'État social. Depuis 2002 la monnaie unique est ainsi son instrument permanent de torture. L'euro fort bénéficie avant tout et surtout à l'Allemagne.

Le système construit en Europe occidentale pour consolider la guerre froide consistait donc en : a. une doctrine, l'endiguement de l'URSS et ses alliés; b. la force militaire avec le développement des armes nucléaires -déjà en possession des USA depuis 1945- et la dissuasion ensuite; c. l'alliance atlantiste, l'OTAN, fondée en avril 1949; d. le Plan Marshall (1948-1951). A la fin, celui-ci fut suivi en 1951 par la première institution ouest-européenne en tant que telle, la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier). L'URSS ayant rejeté la proposition d'aide financière états-unienne, car conditionnée à l'acceptation

du libéralisme économique par les pays bénéficiaires et vecteur d'une mise sous tutelle économique et culturelle, fonde en janvier 1949 le CAEM(COMECON)-Conseil d'assistance économique mutuelle, incluant tous les pays de l'Europe de l'Est et finalement une alliance militaire, le Pacte de Varsovie, le 14 mai 1955, en réponse à l'adhésion à l'OTAN le 9 mai 1955 de la RFA, en voie de remilitarisation.

La astucieuse trouvaille française, consistant à vouloir dompter et brider l'ogre germanique, car d'après Robert Schuman l'objectif était de rendre une nouvelle guerre avec les Allemands non seulement impensable mais aussi matériellement impossible, se retourna contre ses créateurs. C'est l'Allemagne, réunifiée même -mais plutôt parler d'une annexion par la RFA de la RDA - après la chute du Mur de Berlin en 1989, qui fini par faire de l'UE une sorte de nouveau saint-empire romain-germanique, euro-germanique, où rien ne se fait contre Berlin ou sans le consentement de Berlin, qui nomme -ou consenti la désignation de- l'exécutif et les technocrates à Bruxelles, avec des feuilles de route bien précises. Le deutschemark devenu €/euro fut depuis toujours bien contrôlé à Francfort par la banque centrale allemande.

Les prémices du rassemblement ouest-européen furent le traité défensif de Dunkerque entre la France et le Royaume-Uni en 1947, et le traité défensif de Bruxelles de mars 1948 devenu ensuite Union de l'Europe occidentale, qui fut comme une répétition générale. Un intense travail souterrain et de lobbying (entre 1948-1960) du Comité américain pour une Europe unie/American Committee on United Europe finançait et soutenait en sous-main les personnalités et mouvances fédéralistes européennes, notamment le Mouvement européen international.

Ce traité exclusivement ouest-européen (France, Royaume-Uni et Benelux) fut suivi par la signature à Washington le 4 avril 1949 du traité défensif créant l'OTAN. Les membres fondateurs de l'alliance militaire furent les cinq que nous venons de citer du traité de Bruxelles plus les États-Unis, le Canada et encore quatre autres pays européens, la Norvège, le Danemark, l'Islande et le Portugal (du dictateur Salazar). A présent toute l'UE sauf cinq pays -l'Irlande, l'Autriche, Chypre, la Suède et la Finlande- font partie de cette alliance défensive ... qui devint offensive.

Lors de son lancement officiel en avril 1951 avec la création de la CECA, par le ministre français des affaires étrangères Robert Schuman, d'après le projet d'un autre français, Jean Monet, premier commissaire au Plan, dont Charles de Gaulle dira un jour à juste titre « ... petit financier à la solde des Américains », et ensuite en mars 1957 avec les Traités de Rome, créant la CEE et Euratom (Communauté européenne de l'énergie atomique), le noyau historique de ce qui devint l'Union européenne de nos jours, les six pays fondateurs, ne comptait pas moins de quatre pays qui étaient colonialistes en fonction.

Les USA ne perdirent jamais leur rang de maître en Europe occidentale et poussèrent après 1989 les ouest-européens, pour mieux les paralyser dirait-t-on, à élargir et élargir le périmètre de cette coalition civil et économique de guerre froide. Rappelons-nous de l'insistance permanente de Washington pour incorporer la Turquie (membre de l'OTAN) dans l'UE, après avoir poussée Bruxelles à englober dans son ventre tous les pays possibles de l'ancien Pacte de Varsovie. Le principe d'action géopolitique fut clair, englober ou dépecer avant d'englober, tous les espaces de l'ancienne orbite soviétique -voire carrément ex-soviétiques- possibles, procédé qui explique la frénésie d'incorporer à l'UE même tardivement l'Ukraine en 2014, ce qui provoqua la grande crise actuelle avec la Russie, L'UE ne pouvait ainsi que souffrir de bourrage, d'indigestion permanente, de blocages

rédhibitoires et de déni permanent de démocratie pour ses propres peuples.

Un projet impérialiste, facteur de guerre et d'instabilité

Mais la CEE/UE fut aussi depuis le début un projet des pays impérialistes et colonialistes en déclin, vaincus ou exsangues, qui parièrent à unir leurs forces, à les mutualiser, pour retrouver une toute première place de puissance mondiale, un projet crypto-impérialiste qui se poserait in fine en concurrent et rival du mentor nord-américain une fois le parapluie militaire de l'Oncle Sam devenu non indispensable. Cette Europe occidentale qui fut capable au vingtième siècle des guerres les plus meurtrières de toute l'histoire de l'humanité, essaya de se rassembler pour une reconquête du monde, cette fois collective, et le fit toujours en proclamant un devoir de civilisation, humanitaire, d'aide au [sous]développement, de protection de droits de l'homme et de la démocratie dans les pays qui sont cependant victimes de ses guerres de nouveau type, guerres et ingérences dites « humanitaires ».

Facteur de paix et de stabilité en Europe et dans le monde, cette union ouest-européenne? Alors, comment explique-t-on la course folle dans les années 1990 des pays de la CEE/UE pour allumer et aviver les affrontements dans la Yougoslavie post-Tito? L'objectif était clair, celui de procéder au dépècement d'un pays phare de non-alignés, tel la Yougoslavie unie, pour mieux le digérer. Et l'Allemagne réunifiée était le pays le plus actif dans cette politique mortifère. Cela culmina par la guerre directe contre la Serbie pour lui arracher sa province historique, le Kosovo, afin d'y installer une énorme base états-unienne de l'Otan, un sinistre lieu de prisons secrètes, telle une version balkanique réduite de Guantánamo.

Et parmi les forfaitures les plus récents, les crimes contre la paix et les droits des peuples, n'oublions pas l'année 2011. Voulant d'abord un instant en janvier 2011 sauver Ben Ali à sa place de tyranneau de la Tunisie, la France se lança ensuite deux mois après dans une course folle pour déclencher une guerre contre la Libye. L'objectif fut le renversement du régime de Mouammar Kadhafi. N. Sarkozy, suivi par D. Cameron, encourageant et reconnaissant une petite rébellion douteuse, truffée d'islamistes radicaux, envoyant des forces spéciales sur le sol libyen et finalement obtenant le feu vert et l'action militaire de B. Obama pour procéder à soumettre le pays libyen au rouleau compresseur d'un tapis de bombes pendant sept mois (19 mars-31 oct.), jusqu'à l'exécution de Kadhafi le 20 octobre et la dislocation totale de l'État libyen.

Ayant la France à initiative, avec droites et gauches dans une union sacrée, douze pays européens, dont onze de l'UE, attaquèrent la Libye. Par la suite, les retombées néfastes de l'aventure libyenne de N. Sarkozy et consorts dans le nord de l'Afrique se concentrèrent sur le Mali, pays qui souffre toujours de nos jours d'un état de guerre et de la présence des deux corps expéditionnaires étrangers, le français « Serval » devenu « Barkhane » et la mission onusienne « Minusma ».

L'une des guerres de plus néfastes qu'on doit aussi remercier aux Européens fut la guerre contre l'Irak déclenchée en 2003, avec l'entière responsabilité de quinze pays de l'UE dont le Royaume-Uni, l'Italie, les Pays-Bas, le Danemark, l'Espagne, le Portugal et tous les pays de l'Europe de l'est anciens du Pacte Varsovie inclus dans l'UE. Sous décision inique des USA, l'Irak fut attaqué et son État complètement anéanti, le tout afin de procéder au renversement d'un régime, celui de Saddam Hussein. Les conséquences de cette entreprise criminelle sont toujours subies par l'Irak et par toute la région proche et moyen orientale. Ce fut ensuite la naissance de l'État islamique d'Irak, puis d'Irak et du Levant (EI, ISIS ou

Daesh). Inutile d'abonder ici sur ce sujet à présent car on a beaucoup épilogué sur la totale iniquité de cette guerre d'agression et de ses conséquences infinies dans le Proche et Moyen Orient, en Afrique et en Europe.

N'oublions pas non plus la croisade de nouveau type lancée en 2001 par les USA et ses alliés européens contre les Afghans. Une guerre sans fin. Depuis le 7 octobre 2001 l'Afghanistan fut d'abord bombardé et ensuite peu à peu occupé par une alliance militaire occidentale sous l'égide de Washington. La guerre commença d'abord comme Opération justice sans limite et ensuite se nomma Opération liberté immuable. Les Européens de l'UE furent massivement investis dans cette guerre qui n'est toujours pas finie, quinze années après. Le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France, les Pays-Bas, l'Italie, le Danemark, la Belgique, et l'Espagne d'abord, participèrent à cette guerre, par des engagements bilatéraux à de degrés divers, avec Washington, alors que dès octobre 2006 l'OTAN entière prit toute sa place. Le régime comprador installé par les USA à Kaboul, d'abord avec Hamid Karzai (un obscur agent d'intérêts états-uniens depuis les années 1990), fut toujours incompetent et ultra-corrompu (en 2007 jusqu'à 465 millions de dollars engloutis dans ce fléau pour un PIB de 7,5 milliards de dollars).

A présent une guérilla couvre 80% du pays, et au lendemain du départ du dernier soldat occidental l'actuel régime afghan risque d'être balayé. La guerre coûta aux USA et à ses alliés occidentaux, aux contribuables de ces pays, pas moins de 3000 milliards (!) de dollars estimés jusqu'à la fin 2014. L'Afghanistan devint une narco-économie où la production de pavot explosa (185 tonnes en 2001 et 3300 tonnes en 2015 ayant eu un pic de 7400 tonnes en 2007), étant le premier producteur au monde (autant que le premier producteur du haschisch), impliquant 10% de la population dans ce secteur et 35% du PIB, avec 8% de la population victime de l'addiction aux drogues. Voilà un beau tableau « civilisateur », pervers, destructeur, massivement meurtrier. Et les Européens s'y sont pleine et volontairement investis.

Guerres de conquête, colonisation, guerres de domination

En ouvrant une boîte de Pandore, les apprentis-sorciers européens et états-uniens se sont bien brûlés les doigts et provoqué des millions de victimes, entre morts, estropiés, blessés, persécutés, prisonniers, torturés, déplacés, déportés, etc.etc. etc. Alors, difficile d'insister sur la présentation de propagande idéologique d'une Europe occidentale facteur de paix et de stabilité, de respect des principes humanitaires, facteur de civilisation. Mais, comme on ne tire pas les leçons des expériences tragiques, et que l'impunité est toujours garantie pour l'Occident, les pays européens veulent depuis 2011 calquer le modèle de l'agression contre l'Irak, et ensuite contre la Libye, contre un autre pays arabe avec un régime laïque, la Syrie cette fois est la cible tragique, la nouvelle victime propitiatoire. Et l'incendie syrien, provoqué depuis 2011, en encourageant par tous les moyens la guerre civile, fait d'insupportables dégâts en Syrie. Mais aussi dans l'UE, par un retour de bâtons.

Ce noyau historique fondateur en 1951 de la CECA, qui devint CEE et l'Union européenne, -six pays fondateurs- ne comptait pas moins de quatre pays qui étaient toujours colonialistes en fonction, la France, la Belgique, les Pays-Bas et l'Italie, et seuls le Luxembourg et l'Allemagne n'avaient pas, ou n'avaient plus, des colonies. La décolonisation se fit parcimonieusement et pas complètement jusqu'au milieu des années 1970, sans qu'elle ne soit nullement un objectif de ce conglomérat ouest-européen présenté comme vecteur de paix, de démocratie et de civilisation, vitrine du « monde libre ».

Pour annoncer la couleur coloniale de ses « trente glorieuses » qui commençaient en 1945, la France commit les massacres de Setif, Guelma et Kerrata en Algérie juste en mai 1945, et les vastes massacres de l'insurrection malgache de 1947/48. Et les socialistes français, bien européistes qu'ils allaient devenir par la suite, furent bien partants pendant cette période dans deux grandes guerres coloniales visant à empêcher des indépendances, la guerre de la France en Indochine (1946-1954) avec l'aide des USA, présentée comme « un combat contre le communisme », et ensuite la guerre d'Algérie (1954-1962).

En 1956 la France de la CECA et le Royaume-Uni -gardant encore une partie de son empire colonial-, partirent en guerre néo-impériale main dans la main avec Israël contre l'Égypte de Gamal A. Nasser, qui eut la mauvaise idée souveraine de nationaliser le canal de Suez. Ces deux puissances colonialistes avec la toute fraîche entité colonial sioniste, datant juste de 1948 après l'aberration onusienne de la partition de la Palestine, durent se retirer illico de terres égyptiennes car les deux superpuissances, les USA et l'URSS, leur signifièrent leur ferme opposition à l'aventure et leur manque par exemple de puissance de feu, de l'arme atomique. Français et Britanniques se lancèrent ensuite dans une course accéléré à la fabrication d'une arme atomique propre et les Israéliens reçurent la technologie des mains européennes, françaises. Le décor définitif du conflit éternel de la Palestine fut ainsi planté, en surarmant l'entité sioniste.

En mai 1982 le Royaume-Uni récupérait suite à une guerre sa lointaine colonie de Iles Malouines des mains de l'Argentine avec le soutien des pays de la CEE, la France en tête. Et aujourd'hui encore l'UE considère comme territoire européen, de territoires dits « ultrapériphériques », les restes des empires coloniaux, français surtout mais aussi britannique. Ainsi, en Amérique du sud la Guyane dite française est un territoire de l'UE (!), autant que le chapelet des territoires insulaires des Petites Antilles appartenant à la France, au Royaume Uni, et au Pays-Bas, mais aussi -sans égrener en détail la liste exhaustive- les pays insulaires de l'Océan Indien, de l'Afrique -Mayotte et les enclaves espagnols au Maroc, Ceuta et Melilla- et de l'Océan Pacifique, tels la Nouvelle Calédonie et la Polynésie dite française par exemple,

Charles de Gaulle se promenait en tournées internationales dans les années 1960 présentant la France, l'Europe de la CEE, et une Europe des nations rêvée qui ne vit jamais le jour, une Europe continentale de l'Atlantique à l'Oural, comme la troisième voie alternative dans le monde bipolaire de la guerre froide : « Ni Washington ni Moscou ». Il eut le culot de crier au Canada, à Montréal, en 1967 « Vive Montréal, ... vive le Québec, ... vive le Québec libre... ! » alors qu'au même temps des pays dans le monde souffraient toujours de l'assujettissement colonial français. Et que l'empire colonial français laissa place en Afrique à la fin des années 1950 à un vaste système néocolonial, qui vassalisait, et vassalise toujours, les États tout juste accédant à « l'indépendance ».

Inventaires indispensables et perspectives possibles

Un droit d'inventaire est nécessaire pour faire les bilans à l'heure où l'ancienne CEE, devenue l'Union Européenne d'aujourd'hui, se fissure. Ce droit doit être exercé par les peuples du monde victimes des pays colonialistes et impérialistes de l'Europe occidentale, ceux qui ont souffert même de siècles durant pour permettre à l'Europe développée et industrialisée d'aujourd'hui son accumulation primitive de capital depuis le XVIème siècle, indispensable à son industrialisation, au prix des lourdes souffrances des peuples victimes, des conquêtes sanguinaires, d'occupation et colonisation de leurs pays, d'occupation de continents entiers, des génocides, des commerces triangulaires, d'esclavage, des servitudes

extrêmes, des racismes les plus féroces, et des spoliations, qui d'ailleurs ne sont toujours pas finies.

Mais aussi un droit d'inventaire à exercer par les propres peuples européens qui depuis les années 1980 sont la cible de cette entité néolibérale efficace qui aujourd'hui commence juste à se briser, qui leur refuse leur pleine souveraineté politique, en les précarisant et les paupérisant, en détruisant l'industrie, en détruisant leur l'État social et en démantelant les conquêtes des luttes ouvrières et syndicales européennes de plus d'un siècle, en suscitant le dumping social et les affrontements entre gueux, les aliénations et haines ethniques et religieuses qui sont à la base de l'essor des droites extrêmes dans toute l'Europe.

Pour l'heure se dessine en perspective une petite bonne nouvelle pour l'existence, la survie et l'épanouissement des cultures et langues européennes écrasées par l'impérialisme linguistique de l'anglais, car rien ne justifierai -outre l'asservissement culturel obtus aux États-Unis- que cette langue reste encore la langue de travail obligatoire en Europe continentale. Et les Britanniques sortiront de leur confort linguistique et de leur paresse intellectuelle pour commencer à apprendre massivement d'autres langues du monde tels le hindi, l'arabe, le chinois, le swahili, le quechua ou le bambara, entre autres, pas uniquement les langues européennes... le russe, l'espagnol et le français pour quoi pas.

Luis F. Basurto

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Luis Basurto](http://Mondialisation.ca), Mondialisation.ca, 2016

Articles Par : [Luis Basurto](http://Mondialisation.ca)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca